



SALAIRES ET MOYENS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE NON AU CHOC DES SAVOIRS

Les organisations syndicales parisiennes des personnels du 1^{er} degré constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans l'Éducation nationale dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent de prendre des mesures générales pour l'augmentation des salaires, notamment en revalorisant le point d'indice à hauteur de l'inflation. Par ailleurs, les salaires des AESH restent très bas et ne permettent à ces personnels ni d'exercer leurs missions ni de vivre dignement.

S'ajoutent à cela les difficultés de gestion des personnels de l'académie de Paris notamment sur les payes. De nombreux personnels doivent attendre plusieurs mois avant d'obtenir leurs rémunérations notamment pour les personnels les plus précaires. Nos organisations exigent que des mesures soient prises pour que ces situations soient régularisées dans les meilleurs délais et pour qu'elles ne se reproduisent plus.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le Président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ». Nos organisations

s'opposent à cette notion de « mérite » et exigent de vraies augmentations des salaires et des pensions pour les agent-es publics.

À Paris, cela s'ajoute les suppressions massives de postes (près de 300 en deux ans !) qui dégradent les conditions de travail et d'apprentissage dans les écoles publiques : effectifs de classes chargés, pénurie de remplaçant-es, manque de RASED, appauvrissement de la formation continue... Dans ce contexte, l'annonce de nouvelles réductions budgétaires par l'exécutif est alarmante !

Enfin la politique éducative autour du "Choc des savoirs" (groupes de niveaux au collège, uniformes, manuels et méthodes imposées...) ne résout aucune des problématiques de l'École, mais renforce les inégalités en organisant le tri social, impose une vision rétrograde de l'École, menace dangereusement la liberté pédagogique des enseignant-es.

Alors que des mobilisations se développent dans plusieurs départements, nos organisations syndicales, invitent les personnels des écoles à échanger et débattre en équipe et à participer aux AG et réunions publiques locales pour informer largement les personnels et les parents d'élèves, et construire la mobilisation de défense de l'école publique et d'exigence de moyens.

Les organisations parisiennes FSU-SNUipp, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT éduc'action, CNT-STE, exigent :

- ➔ L'augmentation de la valeur du point d'indice pour rattraper l'inflation, un statut et un salaire digne pour les AESH
- ➔ L'abandon du projet Macron/Guerini de généralisation de la rémunération "au mérite" dans la Fonction publique
- ➔ L'abandon du Pacte enseignant
- ➔ L'annulation des 125 suppressions de postes dans le 1^{er} degré à Paris conduisant à 180 fermetures de classes
- ➔ L'abandon des mesures du choc des savoirs et en particulier des groupes de niveaux

**GRÈVE UNITAIRE
FONCTION PUBLIQUE**

**MARDI
19 MARS**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 10H
MANIFESTATION 14H
(lieux précis à venir)**